

*Les subsides*

Le gouvernement prétend avoir la solution. Aujourd'hui, le ministre des Finances (M. MacEachen) est venu nous dire à la Chambre de patienter encore quelques jours, car il fera bientôt une déclaration. Comme si cela allait changer quoi que ce soit, monsieur l'Orateur. Ce que nous voulons au Canada, c'est des mesures législatives qui donnent des résultats, qui mettent fin à la spirale sans cesse croissante de la récession que nous connaissons.

Il y a quelques semaines, le premier ministre (M. Trudeau), à l'occasion d'une visite en Colombie-Britannique, a gifflé les Canadiens de cette région en pleine figure en leur disant qu'ils ne comprenaient pas ce qui se passe au Canada. Il a entièrement raison, monsieur l'Orateur. Nous ne comprenons pas ce qui se passe au Canada. Nous ne comprenons pas que notre dollar vaille moins de 78c. américains, soit moins que jamais. Il vaut moins aujourd'hui que pendant les jours les plus sombres de la dépression. Nous ne comprenons pas cela. Nous ne comprenons pas que le gouvernement permette qu'une chose pareille se produise.

Nous ne comprenons pas que nos taux hypothécaires, déjà rendus dans la stratosphère, persistent encore à monter. Nous ne comprenons pas pourquoi la situation de l'emploi est la pire que le pays ait connue depuis la dépression. Nous ne comprenons pas pourquoi le dollar canadien a chuté de façon record. Nous ne comprenons pas pourquoi de plus en plus notre infrastructure industrielle ne fonctionne pas à pleine capacité. Nous ne comprenons pas pourquoi le secteur du bâtiment se trouve dans un marasme sans précédent ou pourquoi le niveau de confiance des consommateurs et des investisseurs est si bas. Il a raison, monsieur l'Orateur, nous ne comprenons pas ce qui se passe au Canada à l'heure actuelle et pourquoi le gouvernement se borne à demeurer passif et à permettre cela.

• (1700)

C'est un jour noir dans l'histoire du Canada. Je puis dire, en toute franchise, qu'un grand nombre de citoyens de la Colombie-Britannique vivent aujourd'hui une dépression. Ils ne prévoient pas une récession; ils ne pensent pas qu'une dépression va survenir bientôt; la dépression est une réalité à l'heure qu'il est dans de nombreuses régions de la Colombie-Britannique. Bien sûr, comme dans toute période de dépression, c'est le chômage qui est le pire. C'est la base de tout. Lorsqu'il y a un nombre aussi considérable de chômeurs dans l'une des plus riches provinces du Canada, n'est rien de moins qu'une catastrophe.

D'après Statistique Canada, la Colombie-Britannique compte 148,000 chômeurs. Il n'en est rien. Ces données ne reflètent pas la réalité. On prétend que 148,000 personnes sont en chômage; pourtant, 170,857 personnes perçoivent de l'assurance-chômage. Quelque 30,000 autres reçoivent des prestations spéciales d'assurance-chômage, et il faut ajouter à ce chiffre 72,000 autres personnes qui ne sont pas officiellement recensées comme demandeurs d'emploi; ce sont des gens qui ont abandonné depuis longtemps tout espoir de trouver du travail et ne déploient plus d'efforts pour en trouver, étant donné le caractère désespéré de la situation. Cela porte donc le nombre réel de chômeurs en Colombie-Britannique à 272,857 personnes, soit près de 20 p. 100 de la population active. La même situation s'est produite au début de la dépression dans cette province. Un tel taux de chômage prouve qu'on est à la

veille d'une dépression, et qu'on n'a pas affaire à une récession qui s'éternise.

Monsieur l'Orateur, quel est le coût pour nous de quelque 272,857 chômeurs? Il nous en coûte pour chaque heure du jour \$226,644 en prestations d'assurance-chômage. Il faut ensuite ajouter à cela les versements provinciaux de bien-être social. Nous reconnaissons, qu'aujourd'hui, 150,000 personnes sont tributaires du ministère des ressources humaines pour leurs revenus. Quelque 60,000 autres sont indemnisées en vertu du programme GAIN de la Colombie-Britannique. D'ici à la fin de l'année, nous aurons versé près de 2 milliards de dollars en prestations d'assurance-chômage en Colombie-Britannique.

Mais le coût réel ne s'évalue pas en termes de dollars. Ce sont les souffrances, les tourments et la désintégration de la société de la côte du Pacifique qu'il faut considérer. C'est de cette façon qu'il faut évaluer la situation. Si l'on décidait de s'y mettre, on pourrait pourtant, avec le temps et beaucoup de courage, régler les problèmes économiques. Car les coûts sociaux, qui se manifestent par les actes de violence au sein de la famille, les sévices que doivent subir les femmes et les enfants, l'abus des drogues et de l'alcool, qui prend de l'ampleur, la délinquance juvénile, ce sont des coûts que nous ne pourrions pas rembourser en un an ou même dix; il nous faudra au moins une génération pour le faire. Des blessures aussi profondes vont mettre beaucoup de temps à se cicatriser.

En matière de chômage, monsieur l'Orateur, ceux que la crise frappe véritablement ce sont les jeunes Canadiens. En mai 1981, 11.6 p. 100 des jeunes qui se cherchaient du travail en Colombie-Britannique ne pouvaient en trouver. Un an plus tard, leur nombre atteint presque les 20 p. 100. Ces jeunes ne souhaitent que de commencer à bâtir leur avenir et celui de leur province et de leur pays, mais ils en sont empêchés à cause de l'inaction, de l'incurie et de l'incompétence du gouvernement fédéral. On peut en dire autant, bien sûr, du gouvernement provincial.

Ces jours derniers, j'ai eu l'occasion de m'adresser à près de 2,000 étudiants de ma circonscription lors des cérémonies de collation des grades. Ce qu'il y avait de plus décevant et de plus déprimant dans tout cela, c'est que la plupart de ces gens avaient perdu tout espoir de dénicher des emplois rémunérateurs cet été ou cet automne. D'après les chiffres officiels, qui sont évidemment très bas, le taux de chômage est de 10.8 p. 100 en Colombie-Britannique. Dans l'Île de Vancouver, il est de 11.2 p. 100. Dans la région de Kamloops, il est de 13.5 p. 100, y compris presque 10,000 ouvriers mis à pied, sans parler des 1,200 autres qui seront renvoyés d'ici quelques jours. Les fonctionnaires de la CAC sont en retard de deux à trois mois dans l'étude des demandes.

Monsieur l'Orateur, il faut vraiment être témoin des misères et des souffrances des habitants de cette collectivité. Pas moins d'une dizaine de personnes viennent à mon bureau chaque jour pour me dire qu'elles sont désespérées et qu'elles ne savent plus à quel saint se vouer. Elles viennent quémander de la nourriture, et ce dans une des provinces les plus riches d'un des plus riches pays au monde. Ces gens-là ont des familles à nourrir, mais pas assez d'argent pour aller au marché. C'est pourquoi nous avons organisé un système de paniers à provisions et demandé à nos amis et au grand public de venir à mon bureau de circonscription pour donner de la nourriture que les différentes églises se chargeront de distribuer.